

Etablissement Public du Château de Fontainebleau

-

Opérateur du Patrimoine et des Projets Immobiliers de la Culture

DEPARTEMENT

77

LOCALITE

Fontainebleau

EDIFICE

Château de Fontainebleau

**MISE EN PLACE D'UNE BASE VIE POUR LES BESOINS DE L'OPERATION :
AMENAGEMENT DU VESTIBULE SERLIO ET REFECTION DES CTA 12,13,14 et 15**

**DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
(D.C.E.)**

Ind.1 10/09/2025

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Lot 00 – Base vie

MAITRISE D'ŒUVRE

Architecte A.C.M.H.

Patrick Ponsot
20 rue de Porte Côté
41005 Blois
Tel. 02 54 74 70 33
direction@cabinetponsot.fr

OPC

Cabinet Machefer
5 rue des Jacobins
49100 Angers
Tel. 06 07 36 49 28
philippe.machefer@cpm-
economistes.fr

Economiste

Cabinet François
14 rue de Queuleu
57070 Metz
Tel. 03 87 36 82 75
contact@cabinetvmh.com

BET Réseaux

Alternet
7/7bis rue Abdel Hovelacque
75013 Paris
Tel. 01 53 79 04 00
nicolas.ferrali@alternet.net

BET Structure

Parica
1 rue du Laos
75015 Paris
Tel. 01 48 51 79 65
r.pascal@parica.fr

Table des matières

CHAPITRE 1	: CLAUSES GENERALES	3
1.1.1.	OBJET DU CHANTIER.....	3
1.1.2.	CONDITIONS D'EXECUTION	3
1.1.3.	LIMITE DES PRESTATIONS.....	3
1.1.4.	COORDINATION AVEC LES AUTRES ENTREPRISES	4
1.1.5.	RECONNAISSANCE DES LIEUX – CONTRAINTES LIEES A LA PARTICULARITE DU SITE	4
1.1.6.	HORAIRES DE TRAVAIL.....	4
1.1.7.	INDEMNITES DE PANIER ET DEPLACEMENTS DIVERS.....	4
1.1.8.	TRAVAUX EN REGIE	4
1.1.9.	TRAVAUX EN DEPENSES CONTROLEES	4
1.1.10.	INSTALLATION DE CHANTIER.....	5
1.1.11.	SUJETIONS DIVERSES A LA CHARGE DU TITULAIRE DU MARCHE	5
1.1.12.	SUJETIONS LIEES A L'EXPLOITATION DE L'EDIFICE.....	5
1.1.13.	SUJETIONS LIEES A LA NATURE SPECIFIQUE DES TRAVAUX	5
1.1.14.	ASSURANCE	6
1.1.15.	DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS.....	6
1.1.16.	PROTECTION DES EXISTANTS.....	6
1.1.17.	MODE DE METRE	6
1.1.18.	TRAITEMENT DES DECHETS DE CHANTIER	6
CHAPITRE 2	: CLAUSES PARTICULIERES.....	8
2.1.1.	CONSTAT DES LIEUX	8
2.1.2.	PLANS D'EXECUTION	8
2.1.3.	EVACUATION DES BUNGALOWS EXISTANTS	9
2.1.4.	BASE VIE.....	9
2.1.5.	BUNGALOW POUR LOGISTICIEN.....	10
2.1.6.	BRANCHEMENTS ET RACCORDEMENTS	11

1.1.1. OBJET DU CHANTIER

Installation d'une base vie provisoire pour les besoins de l'opération : Aménagement du vestibule Serlio (phase 1) et réfection des CTA 12,13,14 et 15 (phase 2), sur le site du Château de Fontainebleau.

Cette installation sera réalisée en deux tranches et un lot unique.

- Tranche ferme : base vie de base pour les travaux de la phase 1 et 2 (5 modules)
- Tranche optionnelle : base vie complémentaire pour les travaux de la phase 2 (5 modules complémentaires)

1.1.2. CONDITIONS D'EXECUTION

- Les travaux seront toujours exécutés conformément aux directives de l'Architecte ou soumis à son approbation.
- Les techniques traditionnelles seront utilisées en priorité et respecteront les sujétions des D.T.U. et des normes françaises N.F.
- L'utilisation de matériaux nouveaux ou de procédés de construction non traditionnels devra faire l'objet de justifications techniques précises. Le cas échéant, l'avis technique du C.S.T.B. sera requis.
- Pour les ouvrages non agréés par le C.S.T.B., l'entrepreneur devra souscrire, en sus de son annexe individuelle de base, un engagement de responsabilité décennale.

En tout état de cause, seront respectés :

- la réglementation en vigueur relative à la protection des bâtiments contre l'incendie
- le règlement sanitaire départemental
- les prescriptions relatives à la sécurité des travailleurs (décret du 8 Janvier 1965 et textes d'application).
- les instructions et recommandations du coordonnateur santé et sécurité.

1.1.3. LIMITE DES PRESTATIONS

Les prestations devront comprendre :

- les plans d'exécution des ouvrages, les notes de calcul et de dimensionnement des ouvrages à soumettre au bureau de contrôle et au maître d'œuvre pour validation avant tout début d'exécution
- avant la remise de son offre, l'entrepreneur prendra connaissance de l'état des lieux pour se rendre compte de la nature des travaux à effectuer. Il tiendra compte, dans ses prix, des sujétions particulières d'accès au chantier et des difficultés éventuelles de mise en œuvre des installations et de réalisation des ouvrages
- les dessins d'exécution et les détails des ouvrages qui sont à soumettre au visa du Maître d'œuvre avant toute exécution
- les attachements écrits et figurés ou photographiques nécessaires à la Localisation des travaux exécutés, plus particulièrement, ceux appelés à être cachés ou ceux n'ayant qu'une durée provisoire. Les attachements soumis au visa de l'Architecte, Maître d'œuvre.
- les décomptes définitifs devront décrire les travaux avec précision et les localiser avec exactitude ; à chaque décompte devront être joints les attachements correspondant aux travaux décrits dans ledit décompte
- la fourniture et la pose des ouvrages tels que définis au descriptif du C.C.T.P. et à la DPGF
- les échantillons à la demande de l'Architecte ou bureau de contrôle
- la protection des ouvrages

- les fournitures et les prestations annexes ou complémentaires ne figurant pas dans les documents contractuels mais qui sont indispensables pour une exécution complète des ouvrages conformes aux normes françaises et D.T.U. en vigueur.

1.1.4. COORDINATION AVEC LES AUTRES ENTREPRISES

Sans objet, lot unique

1.1.5. RECONNAISSANCE DES LIEUX – CONTRAINTES LIEES A LA PARTICULARITE DU SITE

Accès et livraison du chantier suivants plans du maître d'œuvre et NOC : à réaliser depuis l'avenue des Cascades, puis via voie au nord du parterre.

L'approvisionnement et évacuation des installations sera à assurer les mardis ou en semaine avant 09h00, soit en dehors des heures d'ouverture du domaine au public.

Plage horaire d'accès au site par le public :

* 9h30 à 17h00 d'octobre à mars

* 9h30 à 18h00 d'avril à septembre

Aucun véhicule ne stationnera dans l'enceinte du château.

Avant la remise de son offre, l'entrepreneur prendra connaissance de l'état des lieux pour se rendre compte de la nature des travaux à effectuer. Il tiendra compte, dans ses prix, des sujétions particulières d'accès au chantier et des difficultés éventuelles de mise en œuvre des matériaux et de réalisation des ouvrages.

Par le seul fait de soumissionner, l'entrepreneur certifie s'être rendu sur place pour apprécier les conditions d'accès et d'exécution et avoir intégrer dans son offre toutes les sujétions y afférent.

1.1.6. HORAIRES DE TRAVAIL

Il ne sera jamais accepté de majorations pour le cas où la durée hebdomadaire du travail serait supérieure à la durée légale : il en sera de même pour les travaux exécutés de nuit ou le dimanche.

1.1.7. INDEMNITES DE PANIER ET DEPLACEMENTS DIVERS

Tous les frais de panier, petits et grands déplacements, indemnités de transport quelles que soient les raisons ou la nature, sont compris dans les prix établis par l'entrepreneur.

1.1.8. TRAVAUX EN REGIE

Il n'y aura pas de travaux en régie.

1.1.9. TRAVAUX EN DEPENSES CONTROLEES

Sans objet

1.1.10. INSTALLATION DE CHANTIER

Sans objet

1.1.11. SUJETIONS DIVERSES A LA CHARGE DU TITULAIRE DU MARCHE

- L'entreprise exécute les trous, scellements et raccords qui sont nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet des travaux qui lui incombent.
- L'entreprise doit, et son réputés inclus dans les prix unitaires :
 - La remise en état des lieux après l'exécution de ses prestations ;
 - L'évacuation des déchets à la décharge publique suivant réglementation en vigueur, compris tri ;
 - Le nettoyage et la remise en état des installations ou végétations qu'elle aura salies ou détériorées ;
 - L'installation et la location pendant toute la durée des travaux de toutes protections et signalisations nécessaires à la sécurité du public et des travailleurs ;
 - Les remaniements des protections et palissades ;
 - Toutes sujétions de pose en respect et des D.T.U. et normes en vigueur ;
 - Les échafaudages et agrès nécessaire à l'exécution des prestations
 - La location pendant toute la durée ou délai contractuel du marché, des étalements, cintrages, bâchages, échafaudages, etc...
 - Les remaniements des échafaudages et agrès, bâchages, nécessaires aux travaux.
 - Tous transports, coltinage de répartition quelle que soit la distance et le montage ou la descente quelle que soit la hauteur. La pose, location, dépose, double transport, de tous platelages et agrès nécessaires à ces manutentions
 - Les frais résultants des obligations de l'entrepreneur concernant sa responsabilité, l'organisation et la police des chantiers.

1.1.12. SUJETIONS LIEES A L'EXPLOITATION DE L'EDIFICE

Les prix du marché sont calculés en tenant compte des sujétions que comportent :

- le respect des instructions du Maître d'Oeuvre sur les heures d'entrée et de sortie des ouvriers
- l'emplacement et le stockage des matériaux et matériels
- l'interruption de travail consécutive au fonctionnement ou à l'exploitation du monument avec, pour corollaire, le respect des mesures prescrites pour ne pas gêner le service
- le respect impératif du parcours imposé par le responsable de l'édifice ou l'Architecte, Maître d'Oeuvre, et l'interdiction de pénétrer ou de circuler dans les autres parties de l'édifice
- l'entrepreneur fera connaître au responsable de l'édifice les accès et les limites du chantier et il en assurera la clôture. De même, il aura à sa charge, toutes les dispositions pour assurer la sécurité du lieu si celle-ci devait être menacée du fait de ses installations et ce sur simple demande du maître d'œuvre
- le temps perdu pour difficultés d'accès, de circulation, de montage, relais et reprises de transports, etc. quelle que soit la distance.

1.1.13. SUJETIONS LIEES A LA NATURE SPECIFIQUE DES TRAVAUX

SUR LES MONUMENTS HISTORIQUES

Les prix du marché tiennent implicitement compte :

- de la nature particulière des travaux de restauration d'édifices anciens, pour lesquels il importe d'harmoniser les parties refaites avec les anciennes,

- de l'obligation rigoureuse d'employer une main d'oeuvre qualifiée,
- de la mise en oeuvre "à façon" (matériaux de réemploi) ; il ne sera jamais rien payé en supplément de la valeur réelle de la main d'oeuvre pour la pose de ces matériaux. En raison de l'intérêt du réemploi des éléments anciens, des précautions seront à prendre par les entrepreneurs, notamment pour leur manutention et leur conservation en bon état jusqu'à la repose. Dans le cas de défectuosité normalement décelable, les entrepreneurs devront faire des réserves et en informer le Maître d'Oeuvre.

1.1.14. ASSURANCE

L'entreprise doit être titulaire d'une garantie spéciale couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2.270 du Code Civil pour les ouvrages qui, du fait de leurs caractéristiques archéologiques ou historiques, ne répondent pas aux normes, D.T.U., et règles de calculs. Il en sera de même pour les ouvrages mettant en œuvre des matériaux de récupération, fournis ou non, par l'entreprise.

1.1.15. DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS

- ceux énumérés au C.C.A.P.

1.1.16. PROTECTION DES EXISTANTS

L'entrepreneur doit prévoir toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection des ouvrages existants. L'attention de l'entreprise est plus particulièrement attirée sur le fait qu'elle devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter toutes dégradations des voies d'accès.

Une attention toute particulière devra être observée vis-à-vis de la conservation des végétaux au pourtour de la zone d'intervention

1.1.17. MODE DE METRE

Les travaux seront réglés **par un prix global et forfaitaire.**

1.1.18. TRAITEMENT DES DECHETS DE CHANTIER

Tri sélectif, valorisation et élimination finale

Dispositions générales

- tous les coltinages horizontaux, verticaux et toutes manutentions pour chargement en bennes, camions, conteneurs, etc....
- tri sélectif et collecte dans bennes ou conteneurs appropriés aux déchets et orientation vers les filières de recyclage et/ou de revalorisation compris tous les frais d'acheminement et d'élimination
- contrôle de l'élimination finale, conformément à la réglementation en vigueur.
- Les déchets seront enlevés au fur et à mesure des déposes et démolitions et ne devront en aucun cas être stockés sur le chantier
- Les déchets sont à trier suivant les trois catégories ci-après :
- les déchets industriels dangereux : ce sont des déchets qui contiennent des éléments toxiques comme les solvants, les peintures, les décapants, les diluants, les colles, les bois traités,... Leur élimination nécessite un traitement particulier.
- les déchets industriels banals : assimilables aux ordures ménagères, ils ne sont pas dangereux pour l'environnement et sont constitués de métaux, plastiques, plâtre, verres, pvc,

- les déchets inertes : ce sont des déchets qui ne se décomposent pas et qui proviennent essentiellement de chantiers (gravats).

Dispositions particulières

- loi du 15 juillet 1975, loi du 13 juillet 1992, décret du 13 juillet 1994, circulaire du 15 février 2000. (liste non exhaustive)

Les Entrepreneurs s'appuieront utilement sur, notamment :

- le plan départemental de gestion des déchets du B.T.P.
- les projets d'aménagements des communes concernées par une plate-forme de stockage des déchets du B.T.P.

Chaque entreprise fournira le(s) bordereau(x) de suivi des déchets de chantier de bâtiment, chaque bordereau de suivi comprendra 4 exemplaires par benne, camion ou conteneur :

- exemplaire n° 1 à conserver par l'entreprise
- exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur
- exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur
- exemplaire n° 4 à retourner dûment complété au Maître d'Ouvrage via le Maître d'oeuvre pour vérification et visa

Nota : les entreprises fourniront en annexe à leur offre, le(s) certificat(s) de prise en charge de leurs déchets par le(s) centre(s) qu'elles envisagent solliciter.

Localisation

L'ensemble des déchets provenant des travaux de la présente opération.

Mode de Métré

- prestation à inclure dans les prix unitaires des ouvrages.

2.1.1. CONSTAT DES LIEUX

Couverture photographique et rapport écrit

Dispositions générales

- réalisation d'une couverture photographique datée des lieux avant toutes interventions
- réalisation d'un dossier comportant les photos ci-avant et le rapport écrit de la visite préalable en présence du Maître d'Ouvrage et de l'Architecte formant constat des lieux.

Dispositions particulières et localisation

- le constat portera sur les parties du site concernées par l'intervention et toutes les parties contigües non concernées désignées par le maître d'œuvre
- ce constat devra être établi en quatre exemplaires et signé de l'Entreprise, du Maître d'Ouvrage et de l'Architecte.

Mode de métré

- prix forfaitaire.

2.1.2. PLANS D'EXECUTION

A soumettre à l'approbation du maitre d'œuvre et autres intervenants désignés par le maitre d'ouvrage

Dispositions générales

- les plans d'exécution et dimensionnement des ouvrages et des équipements sont à la charge de l'entrepreneur
- les ouvrages concernés sont (liste non exhaustive) :
 - les bungalows
 - aménagement de clôtures en périphérie des bungalows et ouvrages associés
 - les équipements intérieurs et extérieurs des bungalows
 - les réseaux, de l'origine de la distribution jusqu'au points de livraison
 - les plans et dimensionnements des appareillages de toute nature, destinés à équiper les bungalows (climatisation, CFA, CFO, plomberie sanitaire, production d'ECS etc)
 - les plans des évacuations EU EV
- dimensionnement des raccords, équipements, lustrerie etc... conformément aux règlements en vigueur
- les plans devront être transmis dans un délai de 30 jours à compter de la signature du marché et devront faire apparaître les installations de base (TF) + installations complémentaires (TO).

Mode de métré

- prix forfaitaire.

2.1.3. EVACUATION DES BUNGALOWS EXISTANTS

Dépose et évacuation

Dispositions générales

- dépose et évacuation par tous moyens des 3 modules existants y compris tous aménagements extérieurs (couverture, clôture, protections, semelles, structure support etc...) et intérieurs
- les bungalows sont abandonnés à l'entreprise dans son intégralité après évacuation
- nettoyage remise en état du terrain après dépose

Mode de métré

- prix forfaitaire.

2.1.4. BASE VIE

Compris équipements, consommables, location et entretien

Dispositions générales

- installations à réaliser conformément aux plans du maître d'œuvre
- locaux provisoires de type bungalows modulaires type ALGECO ou équivalent neuf ou à l'état du neuf pour recevoir un personnel mixte, chauffés, climatisés, éclairés et fermant à clefs
- dimension des bungalows : environ 6.00x2.50m
- installation pour la durée prévisionnelle y compris location, entretien, dépose et remise en état des lieux, comprenant des bungalows aménagés ayant les destinations suivantes :
 - vestiaires
 - réfectoires
 - sanitaires (douches et sanitaires)
- équipement mobilier (table, chaises, éviers, frigidaire, micro-ondes, table de cuisson, casiers, etc....)
- toutes cloisons de distribution et portes intérieures
- la fourniture des fongibles et consommables est à la charge du compte prorata de l'opération utilisatrice de la base vie ;
- locaux éclairés à l'extérieur par éclairage à détecteur de présence pour garantir les accès ;
- remise des clefs au maître d'ouvrage qui gèrera la responsabilité de la fermeture des bungalows avec les entreprises réalisant les travaux
- fourniture et installation des équipements d'accès nécessaires pour les 2 niveaux de bungalows (en tranche optionnelle)
- entretien à raison d'une intervention de nettoyage 2 fois par semaine à minima, pour maintien en parfait état de propreté
- maintenance avec intervention dans les 48h pour remplacement ou réparation des équipements défectueux
- protection des sols au droit des accès
- dépose de l'ensemble des aménagements en fin de travaux et remise en état des lieux
- un jeu de clés devra être mis à disposition au poste de sécurité du château
- il n'est pas demandé de détection volumétrique par le maître d'ouvrage. L'entreprise est cependant libre de mettre en place ses propres détections si elle le souhaite.

TRANCHE FERME

Locaux provisoires pour les travaux des phases 1 et 2 :

- 2 bungalows vestiaires équipé à minima 20 armoires vestiaires verrouillables, sièges en nombre suffisant

- 1 bungalow sanitaire mixte équipé à minima de 1 toilette, 1 urinoir et 2 lavabos pour les hommes et 2 toilettes et 2 lavabos pour les femmes, compris tous cloisonnements et portes intérieures, plomberie, consommables compris meubles de stockage
- 2 bungalows réfectoires comprenant à minima 20 chaises, tous équipements (évier, plaques de cuisson électriques, four micro-onde) compris meubles de stockage,

TRANCHE OPTIONNELLE

5 bungalows complémentaires pour les travaux de la phase 2 :

- bungalows réfectoires de complément dito tranche ferme
- bungalows vestiaires de complément dito tranche ferme
- bungalow sanitaire de complément dito tranche ferme

Localisation

- à installer au sud de l'aile sud du quartier Henri IV (voir plan prévisionnel des installations de chantier)

Mode de métré

- à l'unité de bungalow pour l'amenée et la pose
- nombre de mois pour la location et l'entretien des bungalows :
 - départ de la location commence à la date où l'installation est terminée en totalité et constatée par ordre de service ou portée au compte rendu de chantier de l'architecte
 - fin de la location correspond à la date prescrivant la dépose indiquée à l'ordre de service ou sur le compte rendu de chantier de l'architecte
 - la location sera comptée par mois, tout mois incomplet étant compté pour le nombre de jours écoulé depuis le début du mois
- à l'unité de bungalow pour la dépose et le repli.

2.1.5. BUNGALOW POUR LOGISTICIEN

Compris équipements, consommables, location et entretien

Dispositions générales

- Fourniture et pose d'une guérite type demi-module de 2.50x3.00m comprenant :
 - Bureau et chaises
 - raccordements et branchement pour alimentation en électrique (prévu par ailleurs)
 - local chauffé, climatisé et éclairé
 - une grande fenêtre qui offre une bonne visibilité des accès depuis l'intérieur et une porte d'accès verrouillable.
- Bungalow destiné au personnel affecté à la logistique et au trafic liés à l'activité du chantier
- remise des clefs au maître d'ouvrage qui gèrera la responsabilité de la fermeture de la guérite avec la société en charge de la logistique
- entretien à raison d'une intervention de nettoyage 2 fois par semaine à minima, pour maintien en parfait état de propreté
- maintenance avec intervention dans les 48h pour remplacement ou réparation des équipements défectueux
- protection des sols au droit de l'accès
- dépose de l'ensemble des aménagements en fin de travaux et remise en état des lieux

Localisation

- à installer au droit du pont des princes, à proximité de la grille

Mode de métré

- à l'unité de module pour l'amenée et la pose
- nombre de mois pour la location et l'entretien :
 - départ à la date où l'installation est terminée en totalité et constatée par ordre de service ou portée au compte rendu de chantier de l'architecte
 - fin à la date prescrivant la dépose indiquée à l'ordre de service ou sur le compte rendu de chantier de l'architecte
 - la location sera comptée par mois, tout mois incomplet étant compté pour le nombre de jours écoulé depuis le début du mois
- à l'unité de module pour la dépose et le repli.

2.1.6. BRANCHEMENTS ET RACCORDEMENTS

Electricité, eau, égout

Dispositions générales

Raccordement des locaux provisoires décrits ci-avant aux réseaux électrique, eau, et à l'égout pour l'évacuation des eaux usagées comprenant :

- l'amenée du matériel
- le raccordement proprement dit des bungalows
- fixation et cheminement soigné des tuyaux et fourreaux jusqu'aux modules
- raccordements à l'origine, compris comptage
- locations mensuelles
- la dépose et le repli du matériel.

Nota : les installations devront être dimensionnées pour recevoir les bungalows complémentaires de la phase 2, dès la tranche ferme.

Dispositions particulières

- les consommations eau et électricité sont prises en charges directement par le MOA

Mode de métré

- prix forfaitaire pour le raccordement des installations
- nombre de mois pour la location :
 - départ de la location commence à la date où l'installation est terminée en totalité et constatée par ordre de service ou portée au compte rendu de chantier de l'architecte
 - fin de la location correspond à la date prescrivant la dépose indiquée à l'ordre de service ou sur le compte rendu de chantier de l'architecte
 - la location sera comptée par mois, tout mois incomplet étant compté pour le nombre de jours écoulé depuis le début du mois
- prix forfaitaire pour la dépose et le repli des installations.